

Zeitschrift: Zeitschrift für schweizerische Geschichte = Revue d'histoire suisse
Band: 12 (1932)
Heft: 4

Buchbesprechung

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

dienstliche Arbeit geleistet. Hoffentlich gelangt sie bald zum Abschluß und vor allem zum Abschluß mit einem Register.

Nur hingewiesen sei auf die Salzburger Archivberichte von dem außerordentlich produktiven Staatsarchivar Martin, die in denselben Blättern erscheinen, für die Schweiz aber keine wesentliche Bedeutung haben.

* * *

Vermerkt sei hier noch das Erscheinen des Registers zur Neuauflage des hier von Largiadèr bereits besprochenen Dahlmann-Waitz. Damit wird das Werk erst recht brauchbar.

A a r a u.

H e k t o r A m m a n n.

L. DUBECH et P. d'ESPEZEL, *Histoire de Paris*, Tome I. Les Editions Pittoresques, Paris. Editions de la Baconnière, Boudry-Neuchâtel. 1931. 254 pages. Grand in-4^o, ill.

On a soutenu que la gloire de Paris était due à son excellente situation, croisement de routes importantes et centre d'un vaste bassin fluvial qui communique avec la mer. Mais cette opinion est combattue: si le bassin parisien existe, il ne nécessitait pas les événements tels qu'ils se sont produits; tout au plus les a-t-il facilités. En remontant aux origines de la ville, on constate qu'elle est longtemps restée sans importance et qu'elle n'a pas été, au début, sur le passage des grandes voies de communication de la Gaule. Son développement, son rôle de capitale, sont dûs principalement à la volonté humaine, ou du moins à la présence du chef du pays. C'est là l'idée conductrice de cette « Histoire de Paris », idée développée dans les premières pages, dès la première période historique, et soutenue avec de continuelles preuves à l'appui tout le long de l'ouvrage. Les auteurs suivent l'histoire de France dans ses lignes générales en notant les points importants pour ce qui touche Paris, et là-dessus fondent et expliquent les coutumes, les nouveautés, les croyances, le développement de la ville et du peuple de Paris.

On voit ainsi Paris non seulement passer de main en main, mais se fortifier, s'agrandir ou se resserrer selon les événements. On commence à voir son importance croître ou diminuer selon que les chefs du pays sont de valeur ou pas, et selon qu'ils y résident ou demeurent ailleurs.

Jusqu'aux Capétiens, rien n'indique encore le rôle que la ville va jouer; elle a vécu mille ans de son existence sans plus faire parler d'elle qu'Orléans ou d'autres villes du pays. Avec les Capétiens, elle va prendre de l'importance et devenir la capitale. « Nous avons vu que les rois des anciennes races n'y résidèrent pas, et ce fut la raison de sa faiblesse. Ceux de la nouvelle race y résidèrent, et ce fut le secret de sa force. » (p. 38).

Sur ce canevas historique qui va jusqu'à la veille de la Révolution de 1789 dans ce premier tome, on regarde avec intérêt se broder le dessin de Paris. Des institutions et des constructions apparaissent, se déve-

loppent et déclinent. Les unes sont totalement oubliées aujourd'hui; beaucoup ont duré, mais il faut rappeler leurs origines, les buts de leur fondation, expliquer leur évolution. Ainsi l'université, les collèges qui étaient primitivement des hôtels meublés pour les étudiants pauvres. A mesure que la ville progresse, on lui applique des inventions nouvelles: rues pavées, trottoirs, éclairage des rues, numéros aux maisons, premiers carrosses, premiers coches public. On voit Charles V prendre pour demeure le Louvre, forteresse à l'extérieur de l'enceinte, et Louis XIV se faire construire Versailles loin de Paris, tous deux parce qu'ils ont eu dans leur jeunesse l'expérience d'une révolution. La faute de Louis XVI fut de rentrer à Paris où il était à la merci du peuple.

Périodiquement, on passe en revue la ville pour fixer son aspect nouveau à la fin d'une étape de croissance. Ces petits tableaux évocateurs sont complétés admirablement par les nombreuses illustrations qui enrichissent le livre, et plusieurs plans de Paris réunis à la fin du volume. Malheureusement ces cartes sont à des échelles différentes qui ne sont même pas toujours indiquées. Il est vrai qu'elles sont tirées de l'« Histoire de Paris » de Dulaure (1839), et intéressantes aussi bien au point de vue documentaire. Mais cette imprécision est regrettable.

Cela dit, on peut adresser des éloges aux auteurs de cette étude très complète, qui traite vraiment tous les sujets touchant Paris; étude un peu touffue, mais de lecture agréable et dont l'intérêt ne faiblit pas, parce qu'on suit jusqu'au bout quelques idées générales. Elle fait preuve d'un long travail de recherche et de précision dans des domaines variés et apporte aux lecteurs une foule de détails peu connus. C'est une véritable biographie de Paris, de la ville elle-même, dont on suit la croissance, les aventures, les désastres, l'épanouissement. L'histoire des faits s'en trouve quelquefois un peu décousue, mais qui veut une histoire de France complète a bien d'autres livres à sa disposition. En outre, on ne pouvait séparer la ville de son peuple avec lequel elle fait corps. Le peuple de Paris est le caractère permanent de la ville qui grandit; il est toujours resté le même, attaché à ses habitudes et à ses traditions. Ce n'est pas par hasard que la planche placée en tête du volume est la reproduction du panneau du Panthéon: Sainte Geneviève veillant sur Paris. Sainte Geneviève fut longtemps la patronne révéérée dont les Parisiens promenaient la châsse à travers les rues chaque fois que la ville courait un danger.

Genève.

Marie Jeanne Mercier.

PAUL DESCHAMPS, *La sculpture française à l'époque romane. Onzième et douzième siècles*. Florence et Paris. Les Editions du Pégase. 1930. in -4° de XVI—153 p., 96 pl. h. t.

M. Paul Deschamps, Conservateur du Musée de sculpture comparée à Paris, s'est spécialisé depuis longtemps dans l'étude de la sculpture romane. Ses importants mémoires sur l'origine de cet art, sur l'âge des

célèbres ensembles de Saint-Sernin du Toulouse et du cloître de Moissac, sur la paléographie des inscriptions lapidaires, sa controverse même avec l'un des représentants les plus autorisés de l'école archéologique américaine étaient autant de titres qui le désignaient à exposer, dans un ouvrage d'ensemble, son opinion sur le développement de la sculpture française à l'époque romane: tel est l'objet du livre que nous nous proposons d'analyser.

Cette évolution est étudiée géographiquement, et, dans les différentes régions envisagées, chronologiquement.

L'auteur rappelle tout d'abord une théorie qu'il a eu l'occasion d'exposer d'une façon plus détaillée dans l'une de ces études fragmentaires que nous avons mentionnées plus haut. Après la chute de l'empire romain et l'anarchie qui s'ensuivit, les arts tombèrent en décadence, mais celui qui subit la plus longue éclipse fut l'art de sculpter des personnages dans la pierre, qui ne réapparut que dans le courant du XI^e siècle. Pour remplacer la pierre, on employa des matériaux de substitution: métal, bois, stuc etc. . . et c'est ce qui explique pourquoi la sculpture sur pierre, à ses débuts, usa parfois de procédés qui lui sont étrangers et qu'elle emprunta à d'autres techniques, notamment à celle du métal. Telle est la raison pour laquelle certaines des inscriptions qui accompagnent les plus anciennes sculptures sur pierre sont composées non pas de lettres gravées, mais de lettres en relief, survivance du procédé dit au repoussé d'un usage courant chez les orfèvres. La taille de réserve ou le décor champlévé utilisé par les orfèvres et les émailleurs semble bien avoir également inspiré les plus anciennes sculptures romanes taillées à fond de cuve. Après cette période de réadaptation, on assiste à une véritable floraison d'œuvres d'art. Dans cet épanouissement de la sculpture romane, le Midi de la France tient la première place. C'est donc par l'école du Languedoc que M. Deschamps commence son étude régionale. On sait d'après quelle sûre méthode, en prenant des monuments datés comme point de départ et comme termes de comparaison, il a pu fixer l'âge des importants ensembles de Saint-Sernin de Toulouse. La table d'autel de la célèbre basilique, dont une inscription permet de déterminer la date d'une façon très précise (1096), fut à ce point de vue un précieux point de repère. Les ornements, dont elle est décorée présentent d'étroites ressemblances avec les grands bas-reliefs du déambulatoire et les chapiteaux du chœur.

Cet ensemble considérable peut donc être tenu pour contemporain. Un fait matériel est venu confirmer ultérieurement ces constatations. Le marbre dans lequel ont été taillés la table d'autel et les bas-reliefs provient de la même carrière des Pyrénées.

Un autre ensemble non moins important de sculptures du Midi de la France se trouvait daté par contre-coup: les chapiteaux du cloître de Moissac sont en effet surmontés de tailloirs décorés de la même façon que la tranche de la table d'autel de Saint-Sernin de Toulouse. Au célèbre

portail de Moissac s'apparentent ceux de Carennac, de Souillac et de Beaulieu. Toulouse et Moissac, tels sont les véritables foyers de la sculpture languedocienne dont le style se retrouve dans tout le Languedoc et les régions avoisinantes, en Rouergue, à Sainte-Foy de Conques, et en Quercy, en Gascogne jusqu'à Hagetmau et à Saint-Sever. Mieux encore, l'art toulousain déborde jusqu'en Espagne.

Dans l'école de Bourgogne, M. Deschamps envisage deux périodes, une période d'essai et une période d'épanouissement. A la première il rattache les chapiteaux de la crypte de Saint-Bénigne de Dijon, les tympan de Mont-Saint-Vincent et de Fleury-la-Montagne, le tympan intérieur de Charlieu. Les huit chapiteaux, qui couronnaient jadis les colonnes du tour du chœur de Cluny sont attribués par M. Deschamps aux environs de 1130. C'est le sujet d'une grande controverse avec l'école archéologique américaine représentée par M. Kingsley Porter et M. Kenneth Conant — ce dernier actuellement chargé de fouilles à Cluny —, qui font remonter ces oeuvres d'art à une époque antérieure à la dédicace, c'est-à-dire avant 1095.

Le tympan d'Autun, probablement sculpté avant la consécration de la cathédrale, qui se place en 1132, est sans doute antérieur à celui de Vézelay.

Du groupe d'Autun, de Saulieu, de Vézelay, d'Avallon relèvent les chapiteaux de Saint-Vincent de Châlon-sur-Saône, de Notre-Dame de Beaune, de Perrecy-les-Forges, de Montceaux l'Etoile etc. . ., tandis que le tympan extérieur de Charlieu est de l'extrême fin de l'époque romane.

Aux ateliers du Dauphiné et de la vallée du Rhône on doit, à côté d'oeuvres originales, d'autres qui trahissent soit une influence provençale, soit une influence bourguignonne, qui s'expliquent l'une et l'autre par les fréquents échanges dont la vallée du Rhône n'a cessé d'être le théâtre dans tous les domaines et à toutes les époques.

En Auvergne, la dureté des matériaux, lave, granit, arkose, n'était guère favorable au développement des grands ensembles extérieurs. Par contre, les remarquables séries de chapiteaux historiés qu'on admire à l'intérieur des églises, s'expliquent par le fait que ces chapiteaux sont bien souvent taillés dans des matériaux importés, moins rebelles au ciseau, comme ceux de Notre-Dame-du-Port de Clermont-Ferrand sculptés dans un calcaire tendre provenant du Berry. Les artistes auvergnats ont été séduits par certaines scènes qu'ils ont souvent reproduites à plusieurs exemplaires, par exemple celle des saintes femmes au tombeau du Christ, ou encore celle de l'usurier entre deux démons.

Après avoir signalé les affinités qui existent dans les oeuvres de sculpture du bassin moyen de la Loire et qui trahissent l'influence commune de traditions d'atelier, l'auteur décrit l'importante école du Poitou, de la Saintonge et de l'Angoumois, qui occupe les départements de la Vienne, des Deux-Sèvres, de la Vendée, de la Charente et de la Charente-Inférieure

et dont l'influence se reconnaît jusqu'en Maine-et-Loire et jusque dans la Gironde. La verve des artistes, servie par des matériaux de premier choix, couvre de sculptures les archivoltas des portails et parfois des façades entières. Rien ne peut donner davantage l'idée de la fécondité et de l'infinie variété du décor roman que certaines façades poitevines et saintongeaises.

Les ateliers du nord de la France sont surtout ceux de Saint-Denis et de Chartres qui préparent l'avènement de l'art gothique, la Normandie s'étant cantonnée presque exclusivement dans le domaine du décor géométrique.

Les deux célèbres ensembles de la façade de Saint-Gilles et de la façade de Saint-Trophime d'Arles ont porté au loin la renommée de l'école provençale. On a beaucoup discuté sur l'âge de ces sculptures. M. Deschamps se rallie aux conclusions de Lasteyrie qui attribuait la façade de Saint-Gilles au milieu du XII^e siècle et celle de Saint-Trophime à la fin du même siècle.

On s'étonnerait de lire un exposé de la sculpture catalane dans un ouvrage consacré à la sculpture française à l'époque romane, si l'on ne se souvenait qu'à cette époque le comté de Barcelone, aujourd'hui la Catalogne, reconnaissait pour suzerain le roi de France. La sculpture romane du Roussillon et celle de la Catalogne doivent être étudiées de concert, car le caractère des oeuvres conservées sur les deux versants des Pyrénées est exactement le même. Comme nous l'avons laissé entendre plus haut, l'histoire explique cette concordance.

Il semble que le Roussillon, le département actuel des Pyrénées-Orientales, qui conserve le plus ancien monument daté de la sculpture romane — le linteau de Saint-Génis-des-Fontaines (1020—1021) —, ait été le parent pauvre de l'école de Catalogne, dont il reste des ensembles extrêmement importants, tels que les cloîtres de Sant-Cugat del Vallès, des cathédrales de Gérone, de Tarragone, de Lérida, des monastères de Ripoll, de Santa-Maria del Estany etc. . . ., et surtout le fameux portail de la cathédrale de Ripoll.

Le dernier chapitre consacré aux influences françaises hors des frontières, nous conduit dans l'Italie du nord, en Espagne, à Genève, où certains chapiteaux de Saint-Pierre trahissent l'empreinte de l'art des ateliers ayant travaillé à Saint-Maurice de Vienne et à Saint-Jean de Lyon, et enfin dans les royaumes d'outre-mer fondés par les croisés. Jérusalem a conservé notamment un bon nombre de sculptures romanes d'excellente qualité et l'on doit réserver une mention spéciale aux chapiteaux retrouvés à Nazareth qui peuvent être considérés comme des oeuvres de grand style de l'art bourguignon¹.

¹ Ils ont été moulés récemment par les soins de M. Deschamps. Les moulages sont exposés au Musée de sculpture comparée à Paris.

La remarquable synthèse de M. Paul Deschamps, qui s'accompagne d'une abondante bibliographie (363 n^{os}) et d'une magnifique série de 96 planches hors texte, constitue, sous les apparences d'un ouvrage luxueusement présenté, un instrument de travail de premier ordre.

Genève.

Jean Vallery-Radot.

ANDRÉ BRUNEAU, *Traditions et politique de la France au Levant*. Paris, F. Alcan, 1932; gr. 8, 445 p., pl. et cartes. (Bibliothèque d'histoire contemporaine.)

C'est toute l'histoire de la politique française en Proche-Orient que retrace, avec une abondante documentation, M. André Bruneau. Préfacé de quelques pages dues à la plume de M. Charles Guilhaumon, député de l'Hérault, Vice-Président de la Commission de l'Armée, et donnant en annexe une bibliographie complète du sujet, cet ouvrage n'est pas seulement une défense éloquente du rôle diplomatique de la France au Levant; c'est aussi une étude scientifique de la question, qui rendra un réel service à quiconque s'intéresse à la question du Proche-Orient.

Reprenant l'histoire de l'expansion grecque et de la suprématie romaine, M. Bruneau nous montre comment, lorsque la France a commencé à exercer une influence en Orient, — et ceci, à partir de Charlemagne — la politique française a reposé sur un double objectif: la protection des chrétiens d'Orient et l'alliance traditionnelle avec la Turquie. Ce paradoxe, ou plutôt ce dualisme, M. Bruneau nous l'explique en insistant sur le caractère d'intérêt politique et commercial de l'alliance avec la Turquie, qui donne à la France une influence prépondérante et lui permet d'en jouir en devenant la puissance protectrice des chrétiens de l'Islam. Mais ce serait donner une fausse idée de l'ouvrage que de ne pas souligner aussi l'importante contribution apportée par l'auteur à la politique coloniale contemporaine. M. Bruneau, ancien attaché au Haut-Commissariat de la République Française auprès des Etats de Syrie et du Liban, puis professeur d'histoire et de droit au lycée français de la Mission laïque à Beyrouth, peut parler en pleine connaissance de cause des Etats du Levant sous mandat français; il a exposé les conditions dans lesquelles les tendances françaises poursuivies au cours des siècles précédents se sont transmises, et affirmées dans les pays placés sous mandat par la S. d. N. et il a tenté d'en traduire le nouveau rapport de dualisme politique.

Ajoutons que le lecteur trouve en annexe de l'ouvrage le texte des traités conclus par la France au sujet du Proche-Orient, depuis le traité « de paix, d'amitié et de commerce » de 1535 jusqu'aux accords contemporains. Des tableaux comparatifs des exportations et des importations des pays du Levant sous mandat français illustrent la politique économique de la puissance mandataire.

Genève.

Marc Aug. Borgeaud.

Ministère des Affaires Etrangères. Commission de Publication des documents relatifs aux origines de la Guerre de 1914: *Documents diplomatiques français* (1871—1914); Paris (Imprimerie nationale).

1re Série (1871—1900)

t. 2 (1er juillet 1875—31 déc. 1879), 1930, XXIX und 621 S.

t. 3 (2 janv. 1880—13 mai 1881), 1931, XXVI und 538 S.

2e Série (1901—1911)

t. 1 (2 janv.—31 déc. 1901), 1930, XX und 723 S.

t. 2 (1er janv.—31 déc. 1902), 1931, XXIX und 726 S.

t. 3 (3 janv.—4 oct. 1903), 1931, XXVIII und 640 S.

3e Série (1911—1914)

t. 1 (4 nov. 1911—7 fév. 1912), 1929, XXXI und 659 S.

t. 2 (8 fév.—10 mai 1912), 1931, XXVIII und 473 S.

t. 3 (11 mai—30 sept. 1912), 1931, XXXV und 601 S.

Von der amtlichen französischen Aktenpublikation zur Vorgeschichte des Weltkrieges, über deren Anlageplan und Gesamtcharakter bei Erscheinen des ersten Bandes in dieser Zeitschrift referiert worden ist (Bd. XI, Heft 1), sind von 1929 bis Ende 1931 acht weitere Bände herausgekommen. Heute liegen von jeder der drei Serien drei Bände vor, die das französische Aktenmaterial in immer reicherer Fülle ausbreiten; — hatten die frühern Bände der ersten Serie je mehrere Jahre französischer Außenpolitik beschlagen, so umspannen diejenigen der dritten Serie jeweils nur noch wenige Monate.

Wenn am Schlusse meiner ersten Besprechung die Erwartung ausgesprochen wurde, daß diese große, editionstechnisch vortreffliche Publikation wichtige Beiträge zur objektiven Kenntnis der Vorgeschichte des Weltkrieges bringen werde, so ist dies in hohem, ja in überraschendem Maße eingetreten. Erst heute eröffnen sich wirkliche Einblicke in das Wesen der französischen Außenpolitik zwischen 1871 und 1914. Alles was bisher darüber gesagt worden ist, muß überprüft werden, findet Bestätigung und Beleg, erfährt Veränderungen, Berichtigungen, wird dem, der sich in die nun zugänglichen Aktenmassen einliest, lebendig und sinnvoll.

Der Gewinn an neuer Erkenntnis ist schon jetzt groß, obwohl die Publikation noch weit vom Abschluß entfernt ist. Drei von einander getrennte zeitliche Perioden können heute von den Akten her beleuchtet werden: 1871—1881, 1901—1903, 1911/12. Wenn man sich, nacheinander, mit jeder dieser drei Perioden beschäftigt und die dazwischenliegenden Intervalle überspringt, so wird gerade bei diesem, durch die Lückenhaftigkeit der noch unvollendeten Publikation erzwungenen Verfahren eine Grundtatsache französischer Entwicklung nach 1871 außerordentlich deutlich: der ununterbrochene Wiederaufstieg Frankreichs nach dem deutsch-französischen Kriege. Man spürt, wie von Etappe zu Etappe die französische Stellung, machtpolitisch, bündnispolitisch, sich immer günstiger gestaltet; man wird der enormen Erfolge der französischen Diplomatie unmittelbar gewahr.

Diese eine, allgemeine Einsicht kann zur Klärung der Vorkriegsproblematik sehr viel beitragen: der Kriegausbruch von 1914 steht, für Frankreich, in der Linie eines unzweifelhaften französischen Machtanstiegs.

Es war bei der Charakterisierung des ersten Bandes der ersten Serie darauf hinzuweisen, daß die französische Außenpolitik der 70er Jahre, zuerst in deren erstem Jahrfünft, bedingt ist durch zwei Probleme. Es lastet die Nachbarschaft des siegreichen, des mächtig geeinten Deutschen Reiches, es zittert der Schmerz über die Niederlage nach, man fühlt sich schwach gegenüber der Bismarckschen Europapolitik, die Frankreich isoliert halten will. Die Beziehungen zu Deutschland bilden gewissermaßen den negativen Pol der französischen Außenpolitik. Aber diese setzt sofort an einem Punkte aktiv an, in St. Petersburg. Hier liegt der positive Pol, und der positive französische Wille heißt: Zusammengehen mit Rußland und darin Stütze und Stärke. Beides setzt sich nach 1875 fort; der zweite Band der Dokumente belegt es. Noch kennt die französische Politik kaum konkrete, umgrenzte Gegenstände, auf die sie sich konzentriert; es handelt sich für sie noch um vorbereitende, die allgemeine Besserung der französischen Stellung erstrebende Arbeit, — Politik auf weite Sicht. Frankreich steht noch in einer Anfangsphase seiner Wiedererhebung nach 1870/1.

Das Verhältnis zu Deutschland sucht und vermag man, nach der «Kriegsgefahr» von 1875, korrekt zu gestalten. In Petersburg ist die französische Politik mit eigenen Gestaltungsplänen tätig. Sie verfolgt die Entwicklung des russisch-österreichisch-deutschen Verhältnisses; sie erkennt, welche Gefahr die 1875 eröffnete orientalische Frage für das Dreikaiserverhältnis in sich schließt und welche Chance für Frankreich. Im Oktober 1876 schreibt der französische Botschafter auf dem Petersburger Posten, *Le Flô*: «Pour nous le moment peut être suprême. Nous devons soutenir franchement, nettement, sans équivoque la Russie. En agissant ainsi nous la contentons, nous nous assurons sa reconnaissance et nous posons le premier jalon sérieux d'une autre alliance qui est la seule sur laquelle nous puissions compter» (I/2, Nr. 80). Die weitere Entwicklung scheint bestimmtere Aussichten zu eröffnen: die russisch-deutsche Verstimmung nach dem Berliner Kongreß, die Vorbereitung, der Abschluß des deutsch-österreichischen Zweibundes. Eine neue Situation zeichnet sich ab: das Dreikaiserbündnis ist aufgelöst, das Deutsche Reich und Österreich-Ungarn haben sich verbündet; dadurch stehen Frankreich und Rußland isoliert, «chacune de son côté, tandis qu'entre elles deux et au centre de l'Europe vient de se constituer une nouvelle Puissance colossale et à deux également, et également menaçante pour la France et la Russie. Les conséquences d'une pareille situation, toute nouvelle et qui était cependant à prévoir, se déduisent d'elles-mêmes et je me borne à la signaler à Votre Excellence» (*Le Flô* an Außenminister Waddington, 15. Febr. 1879. I/2, Nr. 383). Die nachfolgenden Jahre brachten indessen

einen starken Rückschlag; Frankreich war noch weit vom Ziele. 1881 wurde das Dreikaiserbündnis erneuert.

Seit etwa 1878 verändert sich der Aspekt dadurch, daß Frankreich in neuer, vielseitiger Kolonialpolitik mächtig ausholt. Es stellt sich eine Anzahl präziser Aufgaben, setzt sich ein für Interessen, — am Balkan, in Syrien, in Ägypten, in Marokko, vor allem aber in Tunis. Daran gestalten sich die Beziehungen der Republik zu den übrigen Mächten neu. Frankreich verfeindet sich wegen Tunis mit Italien, eine französisch-britische Mittelmeerrivalität wird spürbar; andererseits entwickeln sich die französisch-deutschen Beziehungen in einer Freundschaftlichkeit, wie sie durch Jahrzehnte vorher und nachher nie bestanden hatte. Bismarck wird nicht müde, die Franzosen für alle ihre kolonialen Unternehmungen seiner Sympathie und Unterstützung zu versichern und dies auch in der Tat zu bewähren. Der Sinn ist klar und wird ausgesprochen. So läßt, unter dem 9. Juni 1880, Bismarck dem französischen Botschafter Saint-Vallier wiederholen (I/3, Nr. 158),«que je suis et serai toujours prêt à appuyer et à seconder l'action de la politique française tant qu'elle ne se tournera pas vers ses anciennes provinces d'Alsace et de Lorraine; je regarde comme un devoir de lui faciliter, autant qu'il peut dépendre de moi, la recherche de compensations et d'avantages dans des régions éloignées de celles où nous pourrions nous heurter».

Frankreich gewinnt 1881 Tunis. Der erste weithin sichtbare Erfolg gelingt der französischen Politik mit Hilfe der Macht, die doch nicht Frankreichs Freund sein oder werden kann. Die europäische, die allgemeine Situation ist für Frankreich durchaus ungünstig: Italien verfeindet, England verstimmt, in Petersburg aber triumphiert deutscher Einfluß. Wenn Saint-Vallier 1881 feststellt (I/3, Nr. 484): «Bismarck dirige aujourd'hui la politique du Cabinet de Pétersbourg comme celle de Vienne», so heißt dies, daß die Frankreich in Europa entgegengesetzte Mächtekomination überstark dasteht: das Deutsche Reich, mit Österreich verbündet, mit Rußland befreundet, bald Italien an sich ziehend.

All dies erscheint doch ganz anders in der zweiten Periode, nach 1900. Frankreich steht in lebhafter, erfolgreicher Tätigkeit nach allen Seiten, mitten im Aufstieg. Die Isolierung ist überwunden: das Bündnis mit Rußland ist faktisch da («...les Gouvernements alliés de la France et de la Russie...», — II/2, Nr. 145). Man ist damit beschäftigt, es militärisch auszubauen (am 21. Febr. 1901 Vereinbarung eines die Militärkonvention von 1892 weiterbildenden Protokolls der beiden Generalstäbe; II/1, Nr. 112); man läßt die Intimität vor der Welt sehen (Besuch Delcassés in Petersburg, April 1901, Zarenbesuch bei französischen Manövern, September 1901); man verhandelt über russische Anleihen in Paris, über den Bau strategischer Bahnen in Rußland.

Von dieser Basis aus dringt Frankreich weiter vor. In höchst eifriger, gewandter Tätigkeit bringen Delcassé als Außenminister, Barrère als fran-

zösischer Botschafter in Rom eine französisch-italienische Annäherung zustande. Ein Abkommen über die Einflußsphären in Nordafrika (Frankreich überläßt Italien in Tripolis, Italien den Franzosen in Marokko das Feld) bereitet im Dezember 1900 die Überwindung der französisch-italienischen Mittelmeerrivalität vor. Im Hinblick auf eine bevorstehende Erneuerung des Dreibundes gelingt es, diese Allianz für Frankreich zu neutralisieren. Italien bleibt zwar im Dreibund, und seine Erneuerung geschieht. Aber in einem Austausch von Erklärungen (vorgenommen am 10. Juli 1902, später definitiv auf den 1./2. Nov. 1902 datiert) verheißt Italien in einem Dreibundkonflikt mit Frankreich Neutralität, selbst (wenn auch unter gewissen Reserven) für den Fall, daß die Kriegserklärung von Frankreich ausgehen sollte. Italien ist faktisch weitgehend aus dem Dreibundsystem herausgelöst und an Frankreichs Seite gerückt.

Gleichzeitig aber deutet sich Wichtigeres an: ein Freundschaftsverhältnis zu England, nachdem die französisch-englische Mittelmeergegnerschaft 1898 bei Faschoda kulminiert hatte. Noch 1902 hatte man sich mißtrauisch gegenübergestanden. Aber die Situation gestaltet sich günstig; England ist anlehnungsbedürftig, von Deutschland zurückgewiesen; die deutsch-britische Gegnerschaft steigt auf. Am 13. März 1903 schreibt Paul Cambon aus London (II/3, Nr. 137): « Les Anglais se rapprochent de nous à mesure qu'ils sentent se développer, s'exaspérer l'hostilité entre leur pays et l'Allemagne » « L'opinion publique est orientée en ce moment contre l'Allemagne et vers la France ». Im Mai 1903 erscheint Eduard VII. zu Besuch in Paris, im Juli erfolgt der Gegenbesuch Präsident Loubets und Delcassés in London. Und hier wird der Gedanke eines umfassenden Kolonialausgleichs erörtert; er soll Frankreich freie Bahn in Marokko öffnen, darüber hinaus aber eine neue politische Freundschaft einbringen. Anfang Oktober 1903 beginnen die Verhandlungen, die zum französisch-britischen Ausgleich vom 8. April 1904 führen sollten.

Wenn in dieser zweiten Periode Frankreich, auf sein russisches Bündnis gestützt, nach verschiedenen Seiten politisch-bündnispolitisch ausholt, so läßt die dritte Periode (1911/12) die großen Erfolge sehen. Frankreich hat Marokko gewonnen (Abkommen vom 4. Nov. 1911) und damit die wichtigste Frage seiner imperialistischen Kolonialpolitik zu seinen Gunsten entschieden, — vor 1914! Es steht inmitten einer bedeutenden Mächtegruppe, im Bunde mit Rußland, in Freundschaft mit Großbritannien und Italien. Noch ist, innerhalb der Ententekombination, die Lage nicht sorgenfrei und problemlos. Die russische Politik, seit 1907/8 zum Balkan zurückgekehrt und dort offensiv, erregt in Paris Bedenken. Bei seinem Petersburger Besuch (August 1912) erkennt Poincaré die Gefährlichkeit der russischen Balkanpolitik; unter russischem Patronat bereiten Balkanbund und Balkankrieg sich vor. « Le traité contient donc, en germe, non seulement une guerre contre la Turquie, mais une guerre contre l'Autriche »

(III/3, Nr. 264). Die französische Politik greift ein, bremst in Petersburg; der Balkankrieg bricht aus, aber Rußland bleibt stehen.

Anderer Art, stärker bewegend, ist Frankreichs Unbehagen England gegenüber. England ist befreundet, aber nicht gebunden. Jede Möglichkeit einer englisch-deutschen Annäherung alarmiert Paris. Die Mission Haldane (Februar 1912) und die anschließenden Verhandlungen in London (Beschränkung der Seerüstungen und brit. Neutralitätsverpflichtung) führten zu französischer Intervention bei der englischen Leitung, gewillt und dazu beitragend, daß die deutsch-britischen Bemühungen sich zerschlugen. Und aus dieser in Paris scharf empfundenen Krise erhebt sich der Wunsch, mit England zu festeren politischen Abmachungen zu gelangen. Dies sollte später (im November 1912) zum Grey-Cambon Briefwechsel führen; soweit die Akten vorliegen, sind erst einige, allerdings sehr interessante Zwischenstufen zu sehen, vor allem die französisch-britische Flottenvereinbarung (die englische Flotte in der Nordsee und im Kanal, die französische im Mittelmeer konzentriert), die nach Auffassung der französischen Leitung weitergehende politische Abmachungen unumgänglich machen mußte.

Bereits geht, bei all dem, der Blick häufig auf Deutschland. Die klare, illusionslose, aber schwungvolle französische Politik erkennt die Verschlechterung der deutschen Situation, die Deutschland durch vermehrte Rüstungen auszugleichen strebt. Sie rechnet mit den verschiedensten Faktoren und schätzt ihre mutmaßliche Wirkung ab (so etwa mit dem Durchmarsch deutscher Truppen durch Belgien und dessen Eindruck auf England); sie hat ungemein sicher und richtig prognostiziert. Sie sieht Deutschlands schwere Verlegenheit voraus, wenn immer es zu großer kriegerischer Verwicklung kommen sollte, und eben deshalb fürchtet sie deutschen Präventivkrieg.

* * *

Man wird, wenn man solche Resultate notiert, darauf bedacht sein müssen, sie nicht allzu leicht und unmittelbar mit dem Kriegsausbruch von 1914 in Beziehung zu setzen. Für die Frage der «Kriegsursachen und Kriegsschuldfrage» sind Faktoren in Anschlag zu bringen, die nicht aus dieser einen Aktenpublikation, die überhaupt nicht aus offiziellen Aktenpublikationen allein zu gewinnen sind. Was die Beurteilung der amtlichen französischen Politik zwischen 1871 und 1914 betrifft, wird zunächst natürlich der weitere Ausbau des monumentalen Quellenwerkes abzuwarten sein; wohl dreiviertel der zu erwartenden Bände stehen noch aus. Wir wissen heute bedeutend mehr als vor zwei Jahren; wir werden in zwei Jahren bedeutend mehr wissen als heute.

G ü m l i g e n bei Bern

W e r n e r N ä f

MAXIME REYMOND, *Histoire de la Suisse. Des origines jusqu'à aujourd'hui. Ses gloires, sa civilisation.* Tome II. Lausanne 1932. Editions Haeschel-Dufey. V + 479 pages.

Der stattliche zweite Band der großangelegten Schweizergeschichte Maxime Reymonds entspricht durchaus den Erwartungen, die man nach dem Erscheinen des ersten Bandes hegen durfte. Er führt die Darstellung und Erklärung der historischen Vorgänge von der Zeit nach den Burgunderkriegen bis an die Schwelle der französischen Révolution herauf und beschließt somit drei Jahrhunderte bedeutungsvollster Entwicklung. Die auch in der Presse aufgetauchten Zweifel, ob der Verfasser zur Behandlung der Reformation wohl die nötige Unbefangenheit besitze, zeigen sich glücklicherweise als unbegründet. Reymond bemüht sich, das heikle Thema mit größter Unvoreingenommenheit zu erörtern. Zwinglis und Farel's Wirken werden nicht ohne Sympathie geschildert. Der überragenden Persönlichkeit Calvins und seinem weltgeschichtlichen Werk ist der Verfasser allerdings nicht ganz gerecht geworden. Die Reformation im Waadtland wird eingehend erzählt, wie denn überhaupt waadtländische Verhältnisse stark hervortreten. Wenn dadurch auch die Symmetrie dieses Gemäldes der Schweizergeschichte etwas gestört erscheint, so möchten wir doch gerade diese lebendig geschriebenen und meist aus den Urquellen gearbeiteten Kapitel nicht missen. Reymond kehrt die Gebrechen der bernischen Verwaltung in der Waadt scharf heraus, während er für ihre unbestreitbaren guten Seiten keine Worte findet. Die Gegenreformation und ihre hervorragendsten Vertreter, wie Borromeo, Bonomi und Canisius erfahren eine volle Würdigung; Georg Jenatschs Gestalt jedoch erscheint uns in der Charakteristik Reymonds allzu unkompliziert. Wie sehr der Verfasser danach trachtet, Vergangenes mit Gegenwärtigem zu verbinden und so wechselseitig zu erhellen, erweisen seine Ausführungen über den Bauernkrieg: er setzt den Dreißigjährigen Krieg und die anschließenden sozialen Unruhen mit dem Weltkrieg und seinen Folgeerscheinungen in Parallele. Anspielungen auf den Völkerbund und andere Gegenwartsfragen durchziehen das ganze Werk.

Geistige Haltung und Darstellungsmethode des Historikers Reymond sowie Auswahl und Wiedergabe des Bildschmuckes sind sich gleich geblieben, sodaß wir für diese grundsätzlichen Dinge auf unsere eingehende Besprechung des ersten Bandes an dieser Stelle (*Zeitschrift für Schweizerische Geschichte*, 1931, S. 489 ff.) verweisen können. Es sei nur beigefügt, daß in dem vorliegenden Band auf die Entwicklung in der Westschweiz besonders viel Licht fällt, was man in einer französisch geschriebenen Schweizergeschichte als vollkommen gerechtfertigt anerkennen wird.

Im Folgenden möchten wir noch einige Einzelheiten richtig stellen: Der auf S. 27 erwähnte Berner Venner hieß Kistler, nicht Kisler; die Abbildungen auf S. 38 tragen falsche Aufschriften, sie sollten angeschrieben sein: Banneret de Lucerne et de Saint-Gall; das Landgericht Seftigen wurde vom Venner zu Pfistern, nicht zu Metzgern verwaltet (S. 46); der

Name des berühmten Luzerner Chronisten lautet Schilling, nicht Schelling (S. 83); statt Geisshusler muß Geisshüsler stehen (S. 255); die bekannte Schwyzer Familie heißt Schorno, nicht Schoro (S. 275); Melchior Lussy war Landeshauptmann von Ob- und Nidwalden, nicht von Uri (S. 308); wo man Brugginer erwartet, steht Burginer (S. 400); die Mitverschworbenen Samuel Henzis hießen Fueter und Küpfer (S. 422); es gibt nur ein solothurnisches Geschlecht Sury, nicht Lury (S. 430); wenn von J. J. Bodmer geschrieben wird (S. 468): «il trouvait plaisir à remettre en honneur les vieux chants du pays», so ist ein solcher Ausdruck zum mindesten sehr irreführend; warum ist auf S. 99 das schwächliche Bild von Volmar «Rückzug der Eidgenossen bei Marignano» wiedergegeben, statt des künstlerisch ungleich wertvolleren Gemäldes von Ferdinand Hodler?; in einer eventuellen zweiten Auflage sollten schiefe Photographien, wie diejenige auf S. 227, verschwinden. Druckfehler stellen wir fest auf SS. 95, 141, 155, 168, 304, 339.

Edgar Bonjour.

Aargauische Heimatgeschichte. I. Landeskunde, von A. HARTMANN. Urgeschichte, von R. BOSCH. Aarau 1932. Verlag H. R. Sauerländer & Co.

Mit Recht wurde der Landesgeschichte des Kantons Aargau eine geologisch-geographische Landeskunde an die Spitze gestellt, die durch sehr klare Profile, charakteristische Entwicklungs- und Landschaftsbilder erläutert wird. Sie bildet die unerläßliche Grundlage zum wirklichen Verständnis einer Siedlungsgeschichte. Besonders das Kapitel über die zahlreichen Bodenschätze, das Grundwasser und die Quellen ist in dieser Hinsicht besonders lehrreich.

Zur Darstellung einer Urgeschichte ist der Kanton Aargau ganz besonders geeignet, da er, wie wenige andere Kantone, Funde aus den meisten Perioden aufzuweisen hat. Aus dem Ende der älteren Steinzeit sind zwei gute Fundstellen bekannt. Aus der mittleren Steinzeit scheint erst eine Fundstelle vorhanden zu sein. Recht zahlreich sind die Zeugen für die Kultur der jüngeren Steinzeit, unter denen besonders die Pfahlbauten und die hochinteressanten Grabhügel mit ihren Holzeinbauten hervorstechen. Für die Bronzezeit ist die charakteristischste Fundstelle die Moorsiedlung auf der Riesi am Hallwilersee. Nicht weniger reich ist die Hinterlassenschaft der Hallstatt- und La Tènezeit, die größtenteils aus Gräbern stammt.

Der leicht verständliche, die Hauptsachen gut hervorhebende Text ist durch zahlreiche gute Abbildungen von Funden und Fundstätten illustriert. Die rekonstruierten Siedlungsbilder sind lobenswert vorsichtig gehalten. In dem eingehaltenen Rahmen würde man die Abbildung eines ausländischen Fundstückes gerne vermissen. Die in einer Statistik zusammengefaßten Fundstellen sind auf der beigegebenen Karte sehr gut zur Darstellung gebracht. So kann das hübsche Büchlein für populäre Heimatgeschichten vorbildlich genannt werden.

Zürich.

Emil Vogt.

Dr. phil. P. ISO MÜLLER, O. S. B. *Die Anfänge des Klosters Disentis. Quellenkritische Studien.* — Sonderabdruck aus dem Jahresbericht der Historisch - Antiquarischen Gesellschaft von Graubünden. Bd. 61. Jahrgang 1931. Coire 1931. 182 p. in 8°.

Cf. du même auteur: *Die Gründung des Klosters Disentis. Bündner Tagblatt*, 2 mai, 3 mai, 4 mai et 6 mai 1932.

Avec l'étude critique du père Iso Müller, religieux bénédictin de l'abbaye de Disentis, il semble bien que nous possédons maintenant une histoire des origines du monastère bénédictin de Disentis, dans l'Oberland grison, non pas totalement exempte de solutions hypothétiques, — ce qui est impossible — mais en tous cas écrite sur les seules sources vraiment utilisables. Le père Iso Müller abandonne, en effet, la tradition locale qui faisait de Disentis la création d'un disciple de saint Colomban, saint Sigebert, en 614. Il fournit par contre la preuve de l'existence de l'abbaye au milieu du 8ème siècle et propose de la considérer comme une fondation du premier abbé dont le nom soit connu, l'évêque saint Ursicin, vers 750.

Disentis aurait cependant des origines spirituelles plus anciennes, et c'est ici que le père Iso Müller conserve de la tradition ce qui peut se concilier avec les documents authentiques: le *monasterium Disertinense*, dont l'établissement serait en relations avec les créations de saint Pirmin dans la région du haut Rhin, Reichenau et Pfäfers, aurait été constitué et organisé, vers 750, sur la tombe de deux pieux ascètes, Sigebert, ermite d'origine franque et son disciple rhétique Placide, martyrisé vers 720 par le *praeses* de Coire, Victor.

Pour arriver à ce résultat, le père Iso Müller a fait usage d'une méthode de recherches qui mérite l'approbation. Il s'est tout d'abord adressé aux documents qui seuls peuvent être considérés comme des sources directes: ce sont les rôles des confraternités monastiques de l'époque carolingienne, et l'inventaire du trésor du monastère. Il a retenu ensuite quelques documents sûrs de l'hagiographie de Disentis, notamment le sarcophage contenant les corps des saints Placide et Sigebert, les mentions de leur anniversaire dans les plus anciens martyrologes, enfin deux hymnes des environs de l'an 1000. Ayant fait la critique de ces divers témoignages et utilisant leurs données, de même que celles du testament de Tello, de 765, et les découvertes archéologiques de Disentis, il revient à la tradition locale, représentée, en premier lieu, par la *Passio sancti Placidi* du 13ème siècle; de cette tradition il rejette ce qui est en contradiction avec les sources proprement dites; il conserve ce qui s'accorde avec ces sources.

Il ne peut s'agir, ici, que de résumer l'essentiel des démonstrations du père Iso Müller; dans le détail de la discussion, il fait preuve d'autant de sévérité que d'ingénieuse habileté; certains de ses résultats, tant négatifs que positifs, apparaissent dès maintenant comme incontestables; d'autres, évidemment, sont des propositions qui reposent sur des hypothèses; mais ces hypothèses ont le grand mérite d'être toujours satisfaisantes pour

l'esprit et en complet accord avec les faits connus par d'autres moyens. Il n'est pas possible d'affirmer sans aucune réserve que les choses se soient toujours passées comme le père Iso Müller les décrit. Mais à coup sûr rien n'empêche de les admettre comme possibles ou même comme probables.

La preuve de l'existence du monastère de Disentis au milieu du 8ème siècle, le Père Iso Müller la trouve dans les listes des moines de l'abbaye qui figurent dans le registre des confraternités monastiques de Reichenau; dans ce manuscrit, la liste des moines de Disentis est postérieure à 800 et antérieure à 826; elle est en deux parties; la première partie comprend 93 noms et commence par celui de «*Ursicinus Episcopus*»; la seconde a 71 noms à partir d'«*Agnellus abbas*». En tenant compte du nombre des moines et du testament de Tello, qui est de 765, l'existence de l'abbaye est attestée pour 750 environ; en faisant état de l'usage des listes de Reichenau on peut également admettre que l'évêque Ursicin est le véritable organisateur de Disentis.

L'étude des listes et des formes des noms dans les manuscrits des confraternités de Reichenau, de Saint Gall et de Pfäfers complète ce premier et capital résultat; les premiers moines étaient de langue romane; jusqu'au milieu du 9ème siècle une forte immigration germanique s'est produite dans cette colonie religieuse. Disentis, le monastère du désert, *monasterium Disertinense*, n'a cependant point été construit dans une contrée totalement inhabitée; mais tant les noms des moines que les noms des premiers patrons, la Vierge Marie, saint Martin et saint Pierre, indiquent que les premiers religieux sont venus du nord. C'est donc avec vraisemblance que le père Iso Müller rattache Disentis aux monastères issus de saint Pirmin, Reichenau fondé vers 726, Pfäfers vers 740.

La seconde étape de l'histoire de Disentis est expliquée grâce à l'inventaire du trésor de l'église transporté à Zurich, inventaire connu par une copie de 1628 et envoyé à Mabillon en 1684. L'étude du contenu de cet inventaire amène le père Müller à démontrer qu'il ne peut s'agir de vases précieux, de reliques et de vêtements liturgiques antérieurs à 850; par contre le sarcophage contenant les corps des saints ne peut avoir trouvé un refuge à Zurich après l'an 1000, à cause du culte des saints Placide et Sigebert qui se développe dès cette époque dans cette ville. Dès lors à quel événement rattacher cette mise en sureté du trésor et des reliques de Disentis à Zurich? A coup sûr pas à une destruction du monastère par les Avars ou les Hongrois survenue en 670, comme l'a jusqu'ici soutenu la tradition locale. Mais pourquoi pas à une incursion des Sarrasins dans la Rhétie de Coïre vers 940? Le ravage du diocèse par les Sarrasins est attesté par deux diplômes d'Otton Ier de 940 et de 955. Une destruction du monastère à cette époque s'accorde très bien avec l'état des stucs de l'ancienne église saint Martin, vestiges d'une décoration qui n'a pas dû rester longtemps en place. Surtout, dans une autre partie de son travail, le père Iso Müller établit que le passage du Luc-

manier n'a pris une véritable importance politique et économique qu'au 9ème et au 10ème siècle. Otton Ier le franchit en 965; on a de lui deux diplômes en faveur de Disentis de 960 et 965; il est donc permis de penser qu'à cette époque et sous l'abbé Victor, le monastère a été véritablement reconstitué. C'est d'ailleurs grâce aux empereurs saxons et à cause de leur politique, intéressée à la liberté du passage du Lucmanier, que l'abbaye s'est dès lors développée, a acquis la liberté d'élire son abbé, puis l'immunité et l'indépendance impériale. Le père Iso Müller tente alors de sauvegarder un autre trait de la tradition monastique, la restauration de l'abbaye par un roi des Francs, Charles Martel ou Charlemagne, après la mort de ses chevaux parqués dans les ruines de l'église. Cet épisode invraisemblable à l'époque carolingienne pourrait, selon lui, fort bien être entendu comme une restauration consécutive au passage d'Otton Ier à Disentis en 965.

Il restait au Père Iso Müller à procéder à l'examen critique de la tradition relative aux saints Placide et Sigebert. L'erreur initiale qui a vicié cette tradition est d'avoir voulu faire de Sigebert un disciple de Saint Colomban et de placer le martyr de Saint Placide au 7ème siècle. L'origine de cette confusion, qui répond du reste à une tendance hagiographique assez fréquente, le Père Iso Müller la trouve dans la traduction latine fort libre qu'Ekkehard IV de Saint-Gall (vers 980—vers 1060) a laissée d'un *Carmen* en langue vulgaire du moine Ratpert, mort après 886. Ekkehard IV aurait artificiellement identifié Placide et Sigebert avec deux compagnons de Saint Gall martyrisés près de Bregenz.

Il est cependant possible de reconstituer l'histoire de Placide et de Sigebert à l'aide de documents plus sûrs. Le Père Iso Müller interroge surtout le sarcophage transporté vers 940 à Zurich, puis ramené à Disentis, enfoui au 11ème siècle dans l'ancienne crypte du 8ème siècle, découvert en 1498 et conservé à Disentis jusqu'en 1799. De ce sarcophage on a plusieurs descriptions, dont celle de l'abbé Stöcklin (1634—1641), et un dessin de 1786 reproduisant deux des scènes sculptées sur ses parois et consacrées à des épisodes de la légende des saints Placide et Sigebert. D'après le style des sculptures, le père Müller attribue ce travail au 9ème—10ème siècle et, dès lors, il a raison de considérer le sarcophage comme la meilleure preuve de l'existence des deux saints. D'ailleurs d'autres documents, aussi probants, complètent ou confirment les représentations graphiques du sarcophage; ce sont: la mention, considérée par le père Iso Müller comme probablement antérieure à 937, de la fête de saint Placide, le 11 juillet, dans un martyrologe de la bibliothèque de Zurich, la même mention, avec la qualification de « *martyr* » dans un manuscrit de Rheinau du XIe siècle, la mention de l'anniversaire de saint Placide martyr et de saint Sigebert confesseur dans un autre manuscrit de Rheinau du XIème—XIIème siècle, enfin deux hymnes tirés d'un manuscrit du Vatican attribué au XIème siècle; ces deux hymnes constituent les premiers actes très fragmentaires des deux saints et l'un d'eux attribue le martyre de Placide au « *tyrannus Victor* ».

Si l'on fait disparaître l'anachronisme de la tradition qui plaçait ce « *tyrannus Victor* » en 614 et que, conformément aux données certaines de l'histoire, on retarde la fondation de Disentis jusque vers 750, il ne subsiste plus de difficultés à identifier le Victor meurtrier de Placide avec le Victor « *praeses* » de Coire signalé en 720 par la vie de saint Othmar, connu par une inscription de Coire et père de Tello, évêque de Coire en 765.

La tradition locale, représentée en premier lieu par la *Passio* du 13^{ème} siècle doit donc être débarrassée de ses traits légendaires et de ses anachronismes, notamment en ce qui concerne la date de la fondation et les relations de saint Sigebert avec saint Colomban; elle subsisterait par contre quant à l'existence des saints patrons de l'abbaye et au martyre de saint Placide par Victor.

Pour être absolument complète, une étude critique des origines de Disentis devrait comprendre l'examen et la publication du texte du testament de l'évêque Tello, de 765. Le père Iso Müller n'a pas encore pu procéder à ce travail extrêmement délicat; il se contente de réunir, dans un appendice, une série d'arguments favorables à l'authenticité de ce document. Mais tant que l'on ne sera pas fixé sur la valeur de cette charte et la teneur de son contenu, il convient d'invoquer son autorité avec une certaine réserve.

* * *

La laborieuse et séduisante reconstitution du père Iso Müller n'en apparaît pas moins comme solide, lorsqu'elle maintient à l'abbaye de Disentis, par sa fondation vers 750, la qualité de plus ancien monastère bénédictin actuellement existant en Suisse. En second lieu, grâce à l'intelligente perspicacité de l'érudit bénédictin, nous possédons maintenant le dossier bien établi des saints Placide et Sigebert, les preuves les plus anciennes de leur culte et l'explication de leur légende.

Enfin le père Iso Müller propose une conciliation de la tradition monastique locale, épurée et amendée, avec la réalité historique. A cet égard, nous devons encore rechercher si son interprétation, acceptable en elle-même, tient bien compte des textes liturgiques et hagiographiques.

Remarquons tout d'abord qu'avant le XI^{ème} siècle, à part le sarcophage, nous n'avons guère de mentions claires de saint Sigebert, confesseur, et de saint Placide, martyr, de même que de leur culte.

Dans le martyrologe de Bède, qui a dû, en effet, être adapté à l'usage du chapitre des chanoines de Zürich avant 937, on lit bien à la date du 11 juillet: « *Depositio sancti Benedicti abbatis. Et sancti Placi.* » Puis dans un blanc de la ligne supérieure: « *Et S. Sigebertus confessor* ». En 1924, M. le Dr. Werner, en me proposant cette lecture, attirait mon attention sur les difficultés du déchiffrement; l'écriture des deux noms est en effet fort pâle. La ligne suivante a été grattée et le texte remplacé par un *obiit* postérieur. Pour M. Werner les noms ont été écrits par la même main, mais à une époque indéterminée. Un nouvel examen de ce fol. 129 V.^o du Ms. Car. C. 176 de la Zentralbibliothek de Zürich, à l'aide de photographies aimable-

ment communiquées par M. le bibliothécaire, Dr. L. Forrer, m'amène aux constatations suivantes: Le texte «*Depositio sancti Benedicti abbatis. Et sancti*» semble bien de la même main; il appartiendrait ainsi aux annotations du X^{ème} siècle, qu'avec le Père Iso Müller on peut même considérer comme antérieures à 937. Le nom du saint se trouvait à la ligne suivante et a été remplacé par une mention obituaire. Rien n'empêche de penser que ce nom était «*Placidi*». En tous cas l'inscription visible de ce nom «*Placi*» et l'inscription à la ligne supérieure «*Et S. Sigebertus confessor*» sont postérieures aux annotations du X^{ème} siècle. Au lieu donc d'attribuer, comme le fait le père Iso Müller, l'inscription du nom de saint Placide au X^{ème} siècle et celle de saint Sigebert au XI^{ème} siècle, il me paraît plus prudent de les attribuer toutes deux au XI^{ème} siècle. C'est donc à partir du XI^{ème} siècle que la célébration de la fête de saint Placide, martyr, et de saint Sigebert, confesseur, est attestée à Zürich et à Rheinau.

Ce qui donne plus de poids à la démonstration du père Iso Müller, c'est l'hymne contenu dans un manuscrit du Vatican du XI^{ème} siècle; là nous trouvons la preuve d'une partie tout au moins de la tradition déjà constituée et écrite vers l'an 1000, dans l'allusion au meurtre de Placide par Victor.

Au XI^{ème} siècle nous avons donc les premières attestations écrites de la tradition locale relative aux saints de Disentis et à leur culte. Avec le sarcophage nous pouvons faire remonter cette tradition au X^{ème} siècle, et, selon l'interprétation du Père Iso Müller, nous pouvons admettre que cette tradition s'accorde avec les événements historiques. Mais comment expliquer sa déformation dans les siècles suivants? Au XI^{ème} siècle en effet Ekkehard IV considère les deux saints fondateurs de Disentis comme des martyrs et les rattache à saint Colomban et à ses compagnons. C'est là, comme le démontre le père Iso Müller, une construction artificielle. Mais n'est-ce pas aussi la preuve qu'au XI^{ème} siècle à Saint Gall on était très peu informé de la véritable histoire de Placide et de Sigebert? —

L'était-on mieux à Disentis même? On peut en douter à lire quelques-unes des leçons de l'office des saints Placide et Sigebert telles qu'elles sont contenues dans un Bréviaire du XII^{ème} siècle, aujourd'hui conservé à la Stiftbibliothek de Saint Gall, mais qui a été composé pour servir au monastère de Disentis, sinon à Disentis même. (Ms. 403; cf. *Verzeichnis der Handschriften*, Halle, 1875 in-8^o et Iso Müller, *op. cit.*, p. 82, 99, 101, 114—115, 125.)

Voici ces leçons: p. 572: «*In festivitate sanctorum Placidi Sigiberti atque Benedicti...*»

Lectio I: Cum omnium sanctorum martyrum, fratres karissimi, natalem devotissime celebrare debeamus, tum precipue eorum sollempnitas, tota nobis veneratione, curanda est, qui in nostris domiciliis profuderunt propriunt sanguinem. Nam licet universi sancti, ubique sint et omnibus prosint, specialiter tamen illi pro nobis interveniunt, qui supplicia pro Christo pertulisse probantur».

P. 573: « *Lectio VIII: Cuncti martyres devotissime percolendi sunt, sed specialiter hi venerandi sunt a nobis quorum reliquias possidemus. Illi enim nos orationibus adjuvant, isti etiam adjuvant passione* ».

Les leçons de cet office sont essentiellement liturgiques; l'histoire des saints n'y tient pas la place qu'elle prendra dans les leçons du XV^{ème} siècle; cependant, en employant le pluriel, ce Bréviaire de Disentis du XII^{ème} siècle donne à Sigebert comme à Placide la qualité de martyr; ainsi un texte liturgique du monastère même confirmerait la tradition issue de Saint Gall et d'Ekkehard IV et contredirait la tradition locale telle que la restitue le père Iso Müller. Cette constatation serait particulièrement grave si le Père Müller ne pouvait pas opposer au texte du Bréviaire de Disentis du XII^{ème} siècle, le sarcophage, l'hymne du XI^{ème} siècle et les mentions des nécrologes de la même époque. Il n'en reste pas moins qu'il faut expliquer cette divergence dans la suite des documents liturgiques. L'office des saints Placide et Sigebert doit-il être considéré comme un simple morceau de style mal adapté à la réalité? Le manuscrit tout entier a-t-il été composé, écrit et décoré à Saint Gall à l'usage de Disentis, mais sous l'influence des vers latins d'Ekkehard IV et sans contact avec la véritable tradition monastique? Ce sont là les questions qui restent posées et que peut-être un nouvel examen du manuscrit de Saint Gall permettra d'élucider.

Quant à la *Passio Placidi* d'un manuscrit de Rheinau du début du XIII^{ème} siècle (V. Ant. v. Castelmur, *Die Rheinauer Handschrift der Passio des heiligen Placidus aus dem Anfang des XIII. Jahrhunderts. Zeitschrift für schweizerische Geschichte*, XIV. Jahrgang, 1920, p. 241—254; cf. P. Iso Müller, *op. cit.*, p. 15, 97, 110, 115, 119, 136, 154, 156), elle représenterait une compilation de renseignements issus de diverses sources, une tentative de conciliation entre les éléments anciens et authentiques de la tradition et ceux qui, empruntés à la version de Saint Gall, établissaient une relation entre Colomban et ses compagnons et Placide et Sigebert. Cet amalgame, enrichi de multiples traits légendaires, n'aurait naturellement pu être opéré qu'au prix d'invéraisemblances et de contradictions qui attestent son caractère artificiel. (Cf. Paul E. Martin, *Les sources hagiographiques relatives aux saints Placide et Sigebert, Mélanges Ferdinand Lot*, 1923, p. 515—541.)

Au XIV^{ème} siècle, la nouvelle version de la vie des saints Placide et Sigebert commence sa diffusion; avec les reliques des saints, elle a atteint Dalpe dans la Leventine (V. Paul E. Martin, *op. cit.*, p. 519); mais elle n'est pas encore connue à Milan où le *Liber notitie sanctorum Mediolani* se fait l'écho de renseignements assez vagues relatifs au culte des deux saints de Disentis, à leur qualité de martyrs, à leur origine alémannique: P. 328: « *Memoria sancti Platii et Sigiberti. Die undecima iulii festum sanctorum martyrum Platii et Sigiberti quorum ecclesia in monte parli de loventina, horum corpora dicuntur esse ad domum dei in disertina ubi nondine ipso die fiunt. Et fertur quod alamani fuerunt et ibi potest legi vita*

eorum ». (Ed. Magistretti et Monneret de Villard, Milan, 1917, in 4^o, p. 310.)

Au XV^{ème} et au XVI^{ème} siècle les leçons des offices des deux saints dans les Bréviaires de Coire procèdent, dans leur contenu historique, des actes des saints tels qu'ils ont été consignés dans la *Passio Placidi*; à la même époque toute la légende reçoit un nouveau développement dans la *Vita* du ms. latin 13 790 de la Bibliothèque nationale de Paris.

* * *

En conclusion, il est possible de remonter, avec le Père Iso Müller, à une tradition de Disentis dont les éléments connus les plus anciens appartiennent au X^{ème} siècle et qui se concilie avec la réalité historique. Il est plus difficile d'établir que cette tradition n'est pas seulement plausible, mais solide et authentique, puisque du XI^{ème} au XIII^{ème} siècle elle a été souvent obscurcie, même contredite par des textes liturgiques et hagiographiques.

Je me suis efforcé de compléter les explications du père Iso Müller par une interprétation de ces textes obscurs et contradictoires, qui permette d'admettre sa thèse. Si j'y suis parvenu, ce n'est pas que les difficultés soient définitivement éliminées. Mais en tous cas l'histoire des saints Placide et Sigebert, débarassée de ses anachronismes et de ses invraisemblances, a reçu, du travail du consciencieux bénédictin, une confirmation nouvelle, confirmation sur divers points encore hypothétique, il est vrai, mais plus solide, plus vraisemblable que les défenses antérieures de la tradition intégrale.

On peut espérer que de nouveaux arguments viendront encore renforcer la démonstration du père Iso Müller et que la lumière dissipera les dernières obscurités de son système.

Genève.

Paul E. Martin.

PAUL KLÄUI, *Die Gerichtsherrschaft Flaach-Volken*. Diss. Phil. Fakultät I. Zürich. Winterthur 1932. 188 S. und 2 Karten. Selbstverlag des Verfassers.

Auf Grund eines reichen Quellenmaterials behandelt der Verfasser nicht nur die rechtsgeschichtlich bedeutsamen Probleme, sondern auch die Geschichte des Grundbesitzes und der kirchlichen und wirtschaftlichen Verhältnisse der beiden Dörfer. Die große Zersplitterung des Grundbesitzes ließ keine Grundherrschaften aufkommen und diese spielen deshalb in der Entwicklung der Gerichtsherrschaft keine Rolle, obwohl deren Inhaber, das Kloster Rheinau, der bedeutendste Grundeigentümer war.

Das Hauptproblem der Arbeit ist die Darstellung des Wesens der Gerichtsherrschaft und deren Rückbildung bis zum völligen Aufgehen im Zürcher Stadtstaat. Die ursprünglichen Befugnisse des Gerichtsherrn umfaßten die gesamte Verwaltung, die Organisation und den wesentlichsten Teil der Rechtssprechung. Ein so vollständiges Bild vom Inhalt der Gerichtsherrschaft wie es sich für die bischöflich-konstanzer Herrschaften Kaiserstuhl und Klingnau ergab (vgl. Argovia, 43 Bd. 1931), hat sich für

Flaach-Volken nicht gewinnen lassen. Hier wie dort aber gelingt es dem Inhaber des Blutgerichtes, auf Kosten des viel schwächeren Gerichtsherren, die Landeshoheit auszubilden. Im Falle von Flaach-Volken ist das machtpolitische Wesen der Auseinandersetzung besonders deutlich.

Die bäuerlichen Rechts- und Wirtschaftsverhältnisse sind vom Verfasser so eingehend und klar behandelt, daß man die Arbeit geradezu als Einführung in diese Wissensgebiete empfehlen darf.

Schaffhausen.

Karl Schib.

FRANZ ADOLF MOSER, *Ritter Wilhelm von Diesbach, Schultheiß von Bern 1442—1517*. Berner Dissertation, im Selbstverlag des Verfassers. Muri bei Bern 1930. 229 S. 8^o.

Diese Arbeit ist eine Art Fortsetzung zu der vor einigen Jahren von K. Stettler (Bern) über Niklaus v. D., dessen älteren und berühmteren Vetter, verfaßten. War Niklaus unter französischem Einfluß der Führer der bernischen Politik im Kampf gegen Burgund, so ging Wilhelm zu dessen Lebzeiten und auch nach dessen Tode zuerst ganz in seinen Fußstapfen, wandte sich dann aber gegen Ende des Jahrhunderts von Frankreich ab, Mailand und dem Kaiser zu, mit dem Erfolg, daß Bern unter seiner Führung und im Gegensatz zu der übrigen Eidgenossenschaft diese Wendung mitmachte und dadurch in eine Art Isolierung geriet, die besonders während des Schwabenkriegs bemerkbar wurde und ihm viele Vorwürfe einbrachte. Wilhelm v. D. war ein ausgesprochener Gegner dieses Krieges und ging so weit, dem Mailänder Gesandten Visconti zu Händen des Kaisers Mitteilungen über völlige Erschöpfung der Schweizer durch den Krieg zukommen zu lassen, was Moser geradezu als Verrat bezeichnet. Sonst stellt er die Politik Diesbachs ohne sittliche Entrüstung dar. Wir hören von seinen Pensionen und geheimen Belohnungen und erfahren, wie er sich im Dienste der ausländischen Mächte mit dem größten Eifer für deren Ziele ins Zeug legt. Man erhält durch Mosers Arbeit, die im Einzelnen viel Neues auf Grund der Akten bringt, ohne das Gesamtbild der Geschichte jener Tage wesentlich zu verändern, eine gute Vorstellung von dem ruhelosen Leben eines solchen Politikers, der überall seine Eisen im Feuer hat, bald in Frankreich, bald in Savoyen, bald in Mailand oder beim Kaiser guten Wind machen muß und auf der Tagsatzung die entgegengesetzten Einflüsse teils zu verstärken, teils zu neutralisieren versteht. Die Politik hat bei ihm stark den Charakter eines Geschäftes angenommen. Immerhin darf gesagt werden, daß er ob seinem eigenen Vorteil den seiner Vaterstadt nicht aus den Augen verloren und daß während der einzelnen Perioden seines Wirkens seine Politik eine bestimmte Richtung inne gehalten hat. Am liebsten arbeitete er in versöhnlichem Sinne und wußte manchen Konflikt durch seine diplomatischen Künste beizulegen, ein schweizerischer Octavio, dessen Wege nicht immer gerade waren, der aber das Dekorament des Edelmannes immer zu wahren wußte und sich durch sein verbindliches

Wesen und seine Freigebigkeit gegen die Kirche und Einzelne sogar beliebt zu erhalten verstand. Er überlebte freilich die Glanzzeit seines Hauses, dessen riesige Güter zusammenschmolzen, und seine Söhne und Neffen machten ihm wenig Freude. Mosers Darstellung ist überzeugend und gut dokumentiert; sein Stil ist nirgends weitschweifig, und er hat für seine Arbeit ein gewaltiges Material durchgearbeitet. Hier und da möchte man, besonders im Anfang, erläuternde Aufklärung über allerlei Dinge wünschen, über die er mit allzu kurzen Andeutungen hinwegschreitet, so z. B. über die Anfänge des Hauses Diesbach.

Frauenfeld.

Theodor Greyerz.

FÄSCH, JOSEPH, *Die Waldrechte der Hubgenossenschaft Schwamendingen*. 1931. Gunten & Co., Grenchen, 195 S.

Dieser rechtshistorischen Arbeit liegt der große Prozeß, der in der Mitte des 19. Jahrhunderts zwischen den Schwamendinger Hubgenossen und dem zürcherischen Staate um den Schwamendinger Stiftswald geführt wurde, zu Grunde. Das endgültige Urteil fiel seinerzeit zu Gunsten des Staates aus. Fäsch rollt die ganze Frage noch einmal auf und kommt zum Schlusse, jenes Urteil sei ein Fehlurteil gewesen. Selbstverständlich konnte der Sinn der Arbeit nur darin liegen, die damals umstrittenen mittelalterlichen Rechtsbegriffe von den heutigen Erkenntnissen aus neu zu beleuchten und nachher auf das Urkundenmaterial anzuwenden. So ergibt sich die Zweiteilung der Arbeit in einen allgemeinen und einen besonderen Teil.

Der allgemeine Teil zeigt zunächst die Gefahr, die darin liegt, deutsche mittelalterliche Rechtszustände vom Standpunkt des römischen Rechts aus zu beurteilen, insbesondere den römischen Eigentumsbegriff auf mittelalterliche Besitzverhältnisse anzuwenden, wie dies im Prozesse tatsächlich geschehen war. Es wird deshalb der Begriff der Grundherrlichkeit mit der Möglichkeit des geteilten Eigentums klargestellt, ferner die Erbleihe in ihrer historischen Entwicklung und der Mannigfaltigkeit ihrer Beziehungen. Besonders wichtig ist dann die Darstellung der bäuerlichen Genossenschaft und ihrer Gerechtigkeiten im Verhältnis zum grundherrlichen Eigentum, wobei der Verfasser zum Schlusse kommt, daß die Nutzungsgerechtigkeiten der Hofgenossen weder als Servituten noch Reallasten im Sinne des römischen Rechtes, sondern als *iura sui generis* zu betrachten seien, die das alleinige Eigentumsrecht des Stiftes am Stiftswald ausschlossen.

Im besondern Teil wird nun Schwamendingen in seinem wirtschaftlichen und rechtlichen Aufbau dargestellt. Dabei wäre eine stärkere Berücksichtigung der wirtschaftshistorischen Literatur zu wünschen gewesen (Below, Lamprecht etc.). So hätte sich auch vieles ohne Zweifel vereinfachen oder genauer ausdrücken lassen, wenn dem Verfasser meine « Beiträge zur Wirtschaftsgeschichte des Großmünsterstiftes in Zürich » bekannt

gewesen wären, in denen zum ersten Male der Versuch unternommen wurde, die wirtschaftliche Struktur Schwamendingens darzustellen. Dort wurden verschiedene Feststellungen allgemeiner Natur gemacht, die hier als neu gewonnen erscheinen. Auch hätte Fäsch dort gesehen, daß die Verhältnisse denn doch nicht so einfach waren, wie er annimmt. So hätte es ihm nicht entgehen können, daß z. B. die Annahme der Unteilbarkeit der Huben nicht stimmt, daß ferner die Größe der Huben gewissen Schwankungen unterworfen war, daß es deshalb gefährlich ist, Name und Größe der einzelnen Huben ohne Angabe der Zeit als unabänderliche Tatsache zu geben, wie dies der Verfasser S. 90 macht, ganz abgesehen davon, daß das Urbar G I no. 97, das in der Anmerkung als Beleg zitiert wird, überhaupt keine genaue Angaben in dieser Richtung enthält. Hieher gehört auch die Bemerkung auf S. 98 über die Zahl der Bauern. Will man diese Zahl feststellen, muß man sich die Mühe nehmen, die Keller- und Kammeramtsrechnungen zu durchgehen. Dabei wird man sehen, daß es wegen der Schwankungen ganz unmöglich ist, für ein ganzes Jahrhundert eine einzige Zahl anzugeben. Auch bezieht sich die Zahl 14, die hier auf das ausgehende 15. Jahrhundert bezogen wird, tatsächlich auf dessen Anfang. Ferner hätte gerade in dieser Arbeit als eine weitere Gerechtigkeit der Hubgenossen das Fischereirecht in der Glatt nicht vergessen werden dürfen. Oder: Die in Höngg erwähnten extranei — sie kommen vorübergehend auch in Schwamendingen vor — sind zum größten Teil Bürger von Zürich, die hier Grundstücke des Stiftes zu Lehen haben; so ist das Sprichwort «Luft macht eigen» hier zur Erklärung absolut überflüssig. Oberflächlichkeiten dieser Art in der Auswertung des Urkundenmaterials ließen sich in weiterer Zahl nachweisen.

Allein, abgesehen von solchen Einzelheiten, die wohl für die wirtschaftshistorische Betrachtung wichtig sind, das gestellte Thema aber nur teilweise direkt berühren, ist es dem Verfasser doch gelungen, den Beweis zu erbringen, daß die Rechte der Huber am Stiftswald wirklich nicht nur Servituten, sondern Rechte besonderer Art waren, wie er im ersten Teile schon angedeutet hatte. Daß ferner verschiedene umstrittene Rechtsbegriffe eingehend dargestellt wurden, sei anerkennend erwähnt.

W e r n e r G a n z.

OTTO GRÜTTER, *Das Salzwesen des Kantons Solothurn seit dem 17. Jahrhundert*. Solothurn 1931. Vogt-Schild.

Die Erforschung des Salzwesens für ein bestimmtes Gebiet ist insofern eine dankbare Aufgabe, als sich damit der Begriff des Salzregals verbindet, das in der Hand der staatlichen Hoheit bis zur Eröffnung eigener Salinen zu einer besonderen Salzpolitik mit dem Ausland führte. An ähnliche Arbeiten reiht sich die Abhandlung Grütters für den Kanton Solothurn.

Im ersten Teil zeigt der Verfasser, wie Schwierigkeiten, die dem Kanton aus der willkürlichen Besalzung durch Großhändler erwachsen, der Obrig-

keit die staatliche Regelung des Salzhandels und schließlich die Ausübung des Salzregals nahelegten. Er schildert die Einführung des Regals im Jahre 1630, seine Aufhebung infolge des Bauernkrieges und seine Wiedereinrichtung im Jahre 1658. Zugleich gibt er uns einen Einblick in die obrigkeitliche Salzhandlung und deren Umgestaltung im Laufe der Zeit.

Den zweiten Teil widmet Grütter den Handelsbeziehungen des Kantons Solothurn zu den Salinen und Salinenstaaten. Namentlich tritt die starke Abhängigkeit von Frankreich hervor, die der König seit 1674 durch Verleihung des verbilligten Bundessalzes noch verstärkte. Erst in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts deckten größere Salz mengen aus Bayern und Tirol den wachsenden Mangel an französischem Salz. Das 19. Jahrhundert brachte neue Salzhandelsbeziehungen zu Württemberg und schließlich durch Errichtung der schweizerischen Rheinsalinen die Loslösung von der ausländischen Salzpolitik.

Die auf eingehender Forschung beruhende Arbeit ermangelt in der Darstellung der innern Verhältnisse etwas der sachlichen Gliederung; dagegen ordnen sich die Salzhandelsbeziehungen um die verschiedenen Salinenstaaten. Es ist schade, daß der Verfasser die Zeit vor dem 17. Jahrhundert, die kaum eine selbständige Behandlung lohnt, nicht in seine Arbeit einbezogen hat. Ferner mag erwähnt sein, daß nach Ablauf der Salzverträge von 1676 außer dem bayerischen der tirolische bis Ende des Jahrhunderts auch mit Solothurn erneuert wurde. Aufschluß darüber ist zu finden im Staatsarchiv Bern (Traktatenbuch), dessen Bestände, wie vielleicht die anderer Kantone, noch mit Nutzen hätten herangezogen werden können.

Zürich.

Margrit Hauser-Kündig.

FRY, KARL, Dr. phil., Truns: *Nuntius Giovanni Antonio Volpi und die Konzilsverhandlungen mit den 3 Bünden.* (Revue d'Histoire Ecclésiastique, S. 34--58. Jahrgang 1932.

Die sich durch ihre Klarheit und gründliche Durchdringung des Stoffes auszeichnende Arbeit bildet eine willkommene Ergänzung zu Frys vor Jahresfrist im Rahmen der Freiburger Veröffentlichungen aus dem Gebiete von Kirche und Staat erschienene umfassende Abhandlung über Volpis Tätigkeit in der Schweiz in den Jahren 1560/64, wo uns der Verlauf seiner ersten Nuntiaturs schildert wird. Die vorliegende Abhandlung gibt nicht nur einen wertvollen Beitrag zur Geschichte der 3 Bünde in der erwähnten Periode, sie läßt uns einen Blick in das Getriebe der kommenden Zeit der Gegenreformation tun und zugleich in die politische Bedeutung des Tridentinums für die bearbeiteten Gebiete. Zweifellos wird die Veröffentlichung der von Fry gesammelten reichhaltigen Materialien, die wohl in Bälde zu erwarten ist, für die schweizerische Kirchengeschichte der Epoche des Konzils noch manche Anregung bringen.

Erlinsbach.

J. Schweizer.

WILLIAM MARTIN, *La Suisse et l'Europe*, 1813—1814. Lausanne, Genève... 1931, Librairie Payot, 1 volume in 4^o, 427 pages, 8 planches, 2 cartes.

M. William Martin, déjà connu dans les milieux historiques pour son suggestif précis d'histoire suisse, a entrepris depuis lors de retracer les relations de notre pays avec les puissances étrangères durant la période qui s'étend du 16 octobre 1813 au 16 mars 1816, c'est à dire depuis la bataille de Leipzig qui décida du sort de l'Europe centrale, jusqu'au traité de Turin qui régla pour plus d'un siècle les rapports toujours délicats, depuis la Réformation, de Genève et de la Savoie. Le distingué rédacteur du *Journal de Genève* a donc l'intention de marquer la part prise par la Suisse dans la liquidation de la grande aventure napoléonienne et il nous a donné récemment la première partie de ce travail considérable; elle s'étend de la violation de la neutralité helvétique jusqu'au 12 septembre 1814, date à laquelle fut adopté le nouveau pacte fédéral qui consacrait les principes de la Restauration et qui admettait, à titre de cantons égaux, les anciens alliés de Genève, du Valais et de Neuchâtel. L'on trouvera donc dans ce premier volume tout ce qui a trait au passage des Coalisés sur notre territoire, à l'effondrement des institutions de 1803, aux intrigues et aux négociations officielles d'où devaient sortir le traité du 30 mai 1814 et le Congrès de Vienne.

M. William Martin peut attendre avec tranquillité le jugement que portera le public cultivé sur son oeuvre, et nous formons le souhait que cet accueil très favorable incitera l'auteur à ne pas laisser s'écouler trop de temps jusqu'à la publication des deux prochains volumes qui épuiseront son propos. Ce n'est pas au reste que nous fussions auparavant tout à fait démunis pour la période considérée; l'excellent ouvrage de W. Oechsli: *Geschichte der Schweiz im XIXten Jahrhundert*, et la volumineuse correspondance de Pictet de Rochemont, publiée naguère par M. Lucien Cramer, nous fournissaient déjà les éléments essentiels du débat, mais l'on doit constater que M. William Martin a considérablement élargi et approfondi la question; il a versé au procès une quantité considérable de nouveaux et d'importants dossiers, relevés au *Public Record Office* de Londres, aux archives de Vienne, à celles de Petersbourg, enfin, dont les copies dues aux soins de M. Edouard Odier, notre dernier ministre en Russie, sont aujourd'hui conservées aux archives de Genève. Ces documents nouveaux complètent ceux que nous pouvions déjà utiliser et les redressent dans plus d'un cas; aux assertions des chancelleries de Paris, de Turin, de Berlin, déjà enregistrées, répondent désormais les sources autrichiennes partiellement connues avant 1914, et les sources russes et britanniques tout à fait inutilisées avant le présent volume. Ceci seul suffirait pour en déterminer la valeur.

De même le point de vue particulier où l'auteur s'est placé pour envisager la question donne un très grand intérêt à son oeuvre. Montrer

La situation politique et stratégique de la Suisse au milieu de l'Europe, entre la France, l'Allemagne et l'Italie, c'était se donner le moyen d'expliquer l'attitude des puissances à notre égard par d'autres raisons que les raisons sentimentales et doctrinales alléguées jusqu'ici pour éclairer les sentiments contradictoires du zar Alexandre Ier et du prince de Metternich (cf pp 31 à 33). A cette lumière la violation de la neutralité helvétique par les alliés s'éclaire d'une manière tout à fait nouvelle et M. William Martin a pleinement raison quand il voit dans cette affaire la première manifestation d'un dissentiment qui devait quelques mois plus tard aboutir à une rupture éclatante entre l'Empereur de Russie et le premier ministre autrichien. Les pages consacrées à la détermination des frontières franco-suissees et aux négociations du traité de Paris ne présentent pas un moindre intérêt; l'auteur a été le premier à montrer que le pays de Gex, promis à la Suisse pour arrondir le canton de Genève, lui fut retiré au dernier moment sur les instances du cabinet britannique, soucieux avant tout de ne pas laisser à la France les forteresses des Pays-Bas. L'on avait promis à Louis XVIII un agrandissement de son royaume par rapport au statu quo de 1792 et on le lui donna sur les bords du Rhône et du Léman; ainsi la confédération suisse et le roi de Sardaigne payèrent pour Luxembourg et pour Spire, encore qu'il ne soit pas exact de compter dans cette monnaie d'échange les places de Philippeville, de Mariembourg et de Landau qui demeurèrent à la France jusqu'après la défaite de Waterloo (p. 362). C'est là une découverte qui n'est pas sans importance et que confirme la correspondance récemment publiée de Lord Stewart, frère du ministre Castlereagh.

Dans toutes ces discussions bien menées, nous reconnaissons le fait d'un homme très versé dans les choses internationales et nous devons ainsi au chroniqueur du *Journal de Genève* de très remarquables portraits des hommes d'état de l'époque: Metternich, Reinhardt particulièrement; nous voudrions aussi signaler d'excellentes analyses des situations et des négociations; ainsi tout ce qui concerne la malencontreuse mission du comte de Senft-Pilsach à Berne nous semble reposer sur une connaissance approfondie non seulement de la procédure, mais encore des moeurs de la diplomatie.

Il semble inutile de donner au lecteur une analyse plus longue de l'oeuvre de M. William Martin; son jugement sur l'insuffisance de nos diplomates cantonaux, sur l'opposition malheureuse des intérêts particuliers concorde avec celui de ses devanciers. Qu'il nous soit permis seulement, pour terminer par un mot de critique, de regretter l'éparpillement de la bibliographie, divisée entre les chapitres et que nous eussions préférée en tête du volume; des références absolument insuffisantes rendront parfois peu commode le travail des érudits qui désireront approfondir le sujet ou vérifier les affirmations de l'auteur. Mais ce ne sont, somme toute, que des

brouilles, et dans ses prochains volumes M. William Martin n'aura aucune peine pour donner sur ce point une entière satisfaction au lecteur.

Neuchâtel.

E d. Bauer.

Dr. jur. W. BAUMANN, *Die Entwicklung der Wehrpflicht in der Schweizerischen Eidgenossenschaft 1803—1874*. Zürich 1932. 588 S.

Der Schwerpunkt dieser umfangreichen Arbeit, die in ihren Hauptteilen der rechts- und staatswissenschaftlichen Fakultät der Universität Zürich als Dissertation vorgelegt wurde, liegt trotz dieser ihrer Entstehung durchaus auf historischem Gebiet. Es ist ein Verdienst des Verfassers, ein trotz seiner Wichtigkeit noch wenig beachtetes Feld unserer Geschichte behandelt zu haben. Das Buch gibt mehr, als der Titel verspricht, da eine ausgiebige Vorgeschichte auch die Verhältnisse vor 1803 darstellt. Ihr erster Teil schildert die Entwicklung der Wehrpflicht vor 1798, der zweite die während der Helvetik. Das erste Buch umfaßt sodann die Zeit von 1803—1848, während das zweite die Militärreform auf Grund der Bundesverfassungen von 1848 und 1874 und der dazugehörigen Militärorganisationen von 1850 und 1874 behandelt. Vorgeschichte und erstes Buch sind in ähnlicher Weise gegliedert und zwar so, daß zunächst die Entwicklung der Wehrpflicht im Bunde in chronologischer Weise dargestellt wird, während nachher die parallelen Entwicklungen in den Kantonen nach sachlichen Gesichtspunkten zusammengefaßt werden. Diese Darstellungsweise ist glücklich, denn während die chronologische Schilderung der Entwicklung beim Bunde durchaus angezeigt erscheint, so hätte sie für die Darlegung der so mannigfaltigen Verhältnisse in den einzelnen Kantonen zu einer Überfülle des Stoffes und einer Unübersichtlichkeit führen müssen, die das Buch hätte ungenießbar machen müssen. Der Verfasser weiß in geschickter Weise aus der Fülle der verschiedenen kantonalen Gesetzgebungen das Typische zu finden und zusammenzufassen und daneben auch vereinzelt Besonderheiten zu berühren, sodaß man ein sehr eindruckliches Bild von der Buntscheckigkeit der Gesetze und Vorschriften, von dem Durcheinander von öffentlichrechtlichen und privatrechtlichen Verpflichtungen erhält, die bis in die Mitte des 19. Jahrhunderts, ja teilweise selbst bis 1874 unser Wehrwesen beherrscht haben. Es erhellt daraus auch, wie unverhältnismäßig viel größer bei dieser Gestaltung der Dinge die Schwierigkeiten waren, die sich bei uns der Erschaffung eines den Anforderungen der Landesverteidigung entsprechenden Heeres entgegenstellten, als in irgend einem andern Lande. Andererseits zeigt sich auch, wie manche unserer noch heute in Kraft stehenden militärischen Einrichtungen auf jahrhundertalte Tradition zurückgehen. Trotz der manchmal etwas trockenen Materie liest sich das in flüssigem Stil geschriebene Buch leicht. Vielleicht hätten da und dort Wiederholungen vermieden werden können, wenn auch Gegenstand und Anlage des Buches sie erklärlich erscheinen lassen. Dieser Umstand vermag aber den Wert des auf umfassenden Studien beruhenden Werkes nicht zu vermindern. Das Buch darf wohl den Rang einer grundlegenden Arbeit beanspruchen; es bildet eine Fundgrube

für alle, die sich mit der Entwicklung unseres in der Welt einzigartigen Wehrsystems befassen und wirft ein neues Licht auf die wechselreiche Entwicklung unseres Landes vom losen Staatenbund zum festgefügtten Bundesstaat.
Bern. Hans Frick.

OTTO BRUGGER, *Geschichte der deutschen Handwerkervereine in der Schweiz 1836—1843. Die Wirksamkeit Weitlings (1841—1843)*. Bern und Leipzig. *Berner Untersuchungen zur Allgemeinen Geschichte*. Herausgegeben von WALTER NÄF, Professor an der Universität Bern, Heft 3. Paul Haupt, Akad. Buchhandlung. 1932. 209 S.

Der Gegenstand dieser Arbeit hat schon häufig die Aufmerksamkeit der Forscher auf sich gezogen. Aber er ist noch niemals mit gleicher Gründlichkeit behandelt worden wie hier. Dem Verfasser ist es überaus zu statten gekommen, daß sich die Hauptquellen in großer Fülle in drei leicht zugänglichen Schweizer Archiven befinden, wie das bisher schon bekannt war, nämlich in dem Staatsarchivar Zürich, wo die Weitling-Papiere und die Weitling-Prozeß-Akten liegen, im Staatsarchiv Neuenburg, wo die Gerichtsprotokolle der Prozesse gegen die Jungdeutschen und Kommunisten aus dem Sommer und Herbst 1845, aufgefangene Briefe an die jungdeutschen Führer, Berichte der Maires an den Staatsrat aufbewahrt werden, im eidgenössischen Bundesarchiv, wo namentlich Handwerkervereinsprotokolle, darunter das Protokollbuch des Zürcher Lesevereins «Zur Eintracht» vom 13. Februar 1842 bis 13. Januar 1850, gesammelt sind, die bei den Untersuchungen gegen die deutschen Arbeitervereine im Vorfrühling 1850 den Behörden in die Hand fielen. Gelegentlich (s. S. 14, 187) hat auch das Preußische Geheime Staatsarchiv und das Wiener Haus-, Hof- und Staatsarchiv ein Stück beigesteuert. Seltene gedruckte Quellen, wie Weitlings Zeitschriften «Der Hilferuf der deutschen Jugend» und «Die junge Generation», von denen sich je ein vollständiges Exemplar in der Bibliothek des Deutschen Reichstages befindet, sind nicht unbenutzt geblieben. Die weitschichtige gedruckte Literatur ist umsichtig verwertet worden. Dazu gehören sogar Dissertationen in Maschinenschrift, wie die von Fehling über Karl Schapper u. a.

Ein einleitender erster Teil behandelt zunächst das «junge Deutschland» in der Schweiz und die ihm angehörigen Handwerkervereine von 1834—1836, die Umwandlung des «jungen Deutschland» in eine Handwerkervereinsorganisation, das «junge Deutschland» vom Sommer 1836 bis zum Sommer 1841 und das Neuentstehen von Handwerker Gesang- und Bildungsvereinen. Hierbei wird mit Recht auf das Fehlen des wirtschaftlich-sozialen Elements gegenüber den rein politischen Lehren und Bestrebungen der Handwerkervereine ein Hauptgewicht gelegt. Daran reiht sich eine kurzgefaßte Geschichte der Geheimbünde der deutschen Handwerker und Flüchtlinge in Paris vom Anfang der dreißiger bis Anfang der vierziger Jahre und eine feinsinnige Analyse des Systems des damals

nach Paris gelangten Schneidergesellen Wilhelm Weitling, das wesentlich schon in seinem Werk «Die Menschheit wie sie ist und wie sie sein sollte» von 1838 enthalten war.

Der ganze zweite Teil «Geschichte der deutschen Handwerkervereine in der Schweiz vom Sommer 1841 bis Sommer 1843» dreht sich um den in die Schweiz gekommenen Weitling, «den ersten deutschen Theoretiker des Kommunismus», dem neuerdings die Arbeiten von Ernst Barnikol (s. Z. für Schweiz. Geschichte 1930, X, S. 132—135) wieder zum Recht verholfen haben, als geistigen Mittelpunkt der deutschen kommunistischen Handwerkervereine in der Schweiz. Sein erstes Auftreten, seine agitatorische Tätigkeit, seine schriftstellerische Wirksamkeit, sein Verschwinden vom Schweizer Schauplatz nach Abbüßung seiner Haft in Zürich und nach seiner Ausweisung aus der Eidgenossenschaft werden dem Leser vor Augen geführt. Dabei fällt manches hellere Licht auf Gesinnungsgenossen, Mitkämpfer und Widersacher Weitlings, wie Simon Schmidt, August Becker, Hermann Döleke, Georg Kühlmann, Wilhelm Marr u. a. Über die Stellung Julius Fröbels zum Kommunismus im allgemeinen und zu demjenigen Weitlings insbesondere haben wir nach der Ankündigung S. 172 eine Arbeit von Ernst Feuz zu erwarten, die gleichfalls den von Werner Näf herausgegebenen «Berner Untersuchungen zur Allgemeinen Geschichte» eingereiht werden soll. Zur Biographie des oft genannten Dr. Theodor Schuster wären noch die Mitteilungen des Unterzeichneten, «Theodor Schuster als angeblicher politischer Geheimagent April 1847» in den «Quellen und Darstellungen zur Geschichte der Burschenschaft» u. s. w. 1912, S. 228—239, beizufügen.

Zürich.

Alfred Stern.

Mitteilungen — Communications

Congrès des sociétés savantes de Bourgogne.

Section d'histoire du droit et des institutions bourguignonnes.

Une section d'histoire du droit et des institutions bourguignonnes vient de se constituer au Congrès des sociétés d'histoire de Bourgogne, dont la dernière session a été tenue à Beaune le 2 juin 1932. Diverses communications ont été présentées par MM. les professeurs Champeaux, Dumont et Chevrier, de même que par M. l'abbé Chaume et M. le président Jeanton.

Fort aimablement les historiens bourguignons du droit convient leurs collègues suisses à prendre part à leurs travaux. Le prochain congrès aura lieu en juin 1933 à Châlon sur Saône. Toutes les demandes de renseignements et les adhésions doivent être adressées à M. le professeur F. Dumont, 18 rue de Fontaine, à Dijon.
